



# **L'empreinte verte dans l'Accord de Coalition de la Ville de Luxembourg**

et réactions aux fausses affirmations  
de l'opposition

**Conférence de Presse  
Lundi 28 novembre 2011**

Lors des élections communales d'octobre 2011 la majorité sortante DP-déli gréng a été confortée :

- Après le score extraordinaire de 17,33% lors des élections en 2005 (+8,73%), déli gréng ont pu décrocher encore plus de voix en 2011 avec 18,45% (+1,12%) des suffrages. Une période supplémentaire de 6 ans nous permettra de finir les chantiers entamés (par exemple le tram et la mobilité douce...), de donner une assise solide à nos idées (environnement, énergie...) et d'entamer des nouveaux dossiers importants (comités de quartier, direction sociale...) pour notre commune.
- Après la mission accomplie de Viviane Loschetter en tant qu'échevine de l'éducation, elle prendra en main les affaires sociales, qui deviennent de plus en plus importantes. Viviane Loschetter est aussi chargée de la mise en œuvre du plan climat.
- L'échevin à la mobilité, François Bausch, mettra le projet primordial du tram sur les rails et finalisera notamment le réseau des voies cyclistes. En charge des finances, il assure une situation financière durablement saine.

## **Les projets phare pour notre deuxième mandat échevinal**

Le **développement urbain** restera une priorité verte. Il s'agira pour **déli gréng** avant tout d'y introduire une cohérence entre les différents plans qui le composent, dont le plan vert, le plan de la mobilité et le plan social. Les nouveaux quartiers mettront notamment l'accent sur une bonne mixité entre les habitations, les commerces et les bureaux. Il en sera ainsi du Projet Hamilius, du Ban de Gasperich et du futur quartier « Portes de Hollerich ». Ceci renforcera les liens entre les quartiers existants.

Déli gréng assureront également une véritable **consultation des citoyennes et citoyens** des différents quartiers lors de la finalisation du PAG. L'élaboration d'un guide des bonnes pratiques lors de l'établissement des Plans d'aménagement particuliers, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux, des espaces verts et la qualité écologique des constructions, fera **entrer les notions d'écologie et de biodiversité** dans les processus de planification des aménagements particuliers.

Au niveau de la **mobilité**, sous l'impulsion de **déli gréng**, la Ville a incontestablement changé de visage ces dernières années, voir l'expérience du Velo'h. Dans ce cadre **déli gréng** entendent bien poursuivre la percée de la mobilité douce par la deuxième phase du concept pour vélos afin d'amener la quote-part de deux-roues dans la circulation à 10%.

**déi gréng** ont su imposer leur marque au programme de coalition en y introduisant la réalisation d'un **concept général pour piétons** sur le territoire de la Ville incluant entre autres une harmonisation des feux rouges se basant sur le principe du « **feu vert aux piétons** », l'amélioration du réseau de chemins piétons, la création de liens entre les espaces verts existants, la réalisation de nouvelles connexions entre les quartiers de la Ville praticables aussi bien par les cyclistes que les piétons tels le pont reliant Cents, Weimershof, Kirchberg et Neudorf, etc.

Il n'est pas inutile de noter que les bus de la Ville, grâce aux efforts réalisés, ont su accueillir un plus de 30 % d'utilisateurs ces 3 dernières années, effort à poursuivre. Ce développement du transport public pourra encore être augmenté de façon significative par **la réalisation du tram** qui est soutenu sans failles par la coalition. Alors que la Ville de Luxembourg assurera une part importante dans le financement de ce projet, celui-ci est essentiel non seulement pour le développement économique de la capitale mais aussi, à travers elle, de celui du pays. Enfin, le **car-sharing** entrera le plus rapidement possible dans sa phase de réalisation. Ce système, et les sondages l'ont clairement montré, permettra à nombre de ménages de se passer d'une deuxième ou troisième voiture, voire même de ne pas en acquérir du tout.

Le **logement** est une préoccupation prioritaire des années à venir. Ainsi le quartier « Vivre sans voiture » au Limpertsberg entrera prochainement en phase de réalisation. Il se basera sur le principe du bail emphytéotique qui permettra de créer du logement à des prix notablement inférieurs à ceux pratiqués actuellement sur le marché. Il en est de même du projet « Baulücken » qui sera poursuivi.

Rappelons aussi que la Ville de Luxembourg est la première ville du pays à avoir implémenté sur impulsion de déi gréng **la législation sur les 10 % de logement social** dans ses nouveaux quartiers (voir notamment le Ban de Gasperich) et la coalition continuera à développer celui-ci en exploitant toutes les possibilités données par le législateur.

Du logement au **social** il n'y a qu'un pas. La première mesure que **déi gréng** ont su faire entrer dans l'accord de coalition est celle de la **création d'une Direction sociale** qui permettra de renforcer notablement l'efficacité des efforts déjà entrepris et d'en étendre la portée par une meilleure concertation entre les différents services concernés.

Un large volet de la politique sociale sera consacré à **la jeunesse**. Ne citons ici que la création de lieux de rencontre, de projets tels la « **Skate piste** » ou le site dédié à l'art mural, l'action « Ministry of Respect » pour illustrer la diversité des mesures qui seront prises. **déi gréng** vont notamment pousser à la réalisation du centre culturel pour jeune sur le site de l'ancien abattoir de la ville.

Le renforcement du dialogue intergénérationnel, la création de logements pour seniors au sein des quartiers ou d'autres projets comme le téléalarme mobile seront des facteurs importants de cohésion sociale en maintenant **l'intégration sociale des personnes âgées**.

D'autres points forts resteront la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté où les actions de la Ville seront complétées par une collaboration renforcée avec les autres acteurs sur le terrain.

## Réactions aux commentaires et critiques

Dans leur analyse de notre accord, l'opposition fait état d'un défaut de « *vision pour la ville* ». Or, tel que cela vient d'être expliqué, l'accord met sans ambiguïté aucune l'accent sur plusieurs points définissant clairement l'avenir de la ville tel que souhaité par la coalition au pouvoir. L'accent est ainsi mis en général sur un développement durable de la ville, nous comptons promouvoir le logement à prix abordable, la mobilité (douce), ainsi qu'un encadrement qualitatif des enfants. Nous souhaitons une ville dans laquelle il fait bon vivre pour tous, une ville d'avenir, écologique et offrant un très bon service au citoyen.

Dans la même veine, on reproche à l'accord de ne pas dire clairement que nous sommes en faveur du **tram**. Il est aberrant qu'un représentant d'un parti au pouvoir au niveau national demande au collège échevinal un engagement ferme que le tram circulera en 2017 en ville. Nous espérons que cette demande sera formulée avec la même ferveur envers les ministres représentant son parti au gouvernement, car sans l'Etat, la ville ne pourra pas faire rouler le tram, alors que l'Etat doit prendre en charge 75% des frais. Rappelons que le tram est un projet national, dont nous avons besoin pour amener à leur travail les quelques 200.000 salariés travaillant en ville. Le premier tracé du tram ne fait du sens que s'il y a des gares périphériques. C'est un tout indissociable. Les gares périphériques sont essentielles pour faire disparaître les bus RGTR du centre-ville. Nous souhaitons même la prolongation du tram jusqu'au Findel. Alors, pour le dire clairement, le tram dans son ensemble est une des priorités absolues pour notre mandat 2011-2017 et nous comptons sur les partis de la majorité gouvernementale pour qu'il soit réalisé !

Concernant le **logement**, l'accord est là encore très clair pour dire que nous analyserons « *les modalités d'instauration* » des quelques mesures mises à disposition par le législateur pour taxer les logements vides et sanctionner la mésaffectation. Cela signifie ni plus ni moins qu'il y a un accord pour mettre ces dispositions en œuvre, dans la mesure où la faiblesse des textes législatifs le permet.

Toujours en matière de logement, il est reproché à l'accord de ne pas dire exactement combien de logements communaux seront construits dans les 6 années à venir. L'accord est très concret pour dire que des logements seront construits et que la ville entamera un grand projet de construction d'habitations. Dire à l'heure actuelle précisément combien de logements seront construits serait hasardeux. Tel qu'il a été expliqué lors de la campagne électorale, la ville détient une surface très limitée de terrains potentiellement constructibles et ne peut dès lors entamer des projets d'envergure qu'en acquérant des terrains appartenant à autrui. Tout sera mis en œuvre pour réaliser autant de logements que possibles, mais il ne nous appartient pas à l'heure actuelle de faire état d'un chiffre concret, alors que le résultat final dépend de nombreux éléments extérieurs à la ville.

Toujours en matière de **développement urbain**, l'opposition ne se lasse pas de s'attaquer au ban de Gasperich. Le ban de Gasperich ne sera pas, tel que l'opposition se plaît à le décrire, un énorme centre commercial avec quelques petits logements. Le ban de Gasperich sera tout simplement un nouveau quartier de la ville. Loin de se résumer au seul supermarché qui

y est planifié, le quartier constituera un mélange de commerces, bureaux et logement. Pas moins de 1.000 logements sont planifiés de 107m2 en moyenne. Rappelons également que – et c’est le premier projet au niveau national à le faire – le ban de Gasperich englobera sur ces 1.000 logements, 10% de logements à prix abordables.

déi gréng s’étaient opposés au moment du vote du projet au conseil communal en 2004, donc avant notre arrivée au collège échevinal, à ce projet. Nous souhaitons un projet plus centré sur le logement et pour lequel les questions de trafic dans Gasperich ainsi que les moyens de transport en commun étaient mieux pensées. Nous sommes d’avis que nous avons largement contribué à améliorer le projet qui – ne l’oublions pas – a obtenu le prix de la « *Deutsche Gesellschaft für nachhaltiges Bauen* » pour son « *utilisation intelligente et efficiente de l’énergie, l’intégration d’espaces verts, la renaturation des cours d’eau, la desserte exemplaire du site par les transports en commun et l’existence de nombreuses pistes cyclables dans le quartier* »<sup>1</sup>.

déi gréng ne sont toujours pas enthousiasmés par l’idée du centre commercial qui y sera établi, mais rappelons que les autorisations afférentes avaient déjà été accordées par la ville et le gouvernement en 2004.

N’oublions pas non plus que le quartier abritera le futur plus grand parc de la ville – et non pas un parc stérile, mais un parc aménagé de façon naturelle, sous le signe de la biodiversité - qui reliera l’actuel quartier de Gasperich au ban de Gasperich et qui aura un rôle important à jouer dans la gestion des eaux pluviales pour éviter que le nouveau quartier n’ait un impact négatif sur l’Alzette.

Concernant la politique sociale, rappelons que le collège échevinal précédant a déjà élargi les heures d’ouverture des **foyers scolaires** (de 18h à 18 h30 ainsi que pendant les vacances scolaires), que 9 structures ont été nouvellement construites (Cessange, Gasperich, Beggen, Rollingergrund, Limpertsberg, Bonnevoie, Cents et 2 à Merl) complétées par 4 structures mobiles et qu’à l’heure actuelle tous les enfants dont les deux parents travaillent ou sont issus de familles monoparentales ont une place dans un foyer scolaire. Nous sommes également conscients qu’il faut trouver une solution pour les enfants visitant le précoce, aussi bien à l’heure de midi qu’à la sortie de classe et c’est pour cela que l’accord de coalition se fixe comme but de voir où et comment ces enfants peuvent être accueillis.

L’opposition était également d’avis qu’il fallait créer une nouvelle structure de mise à l’emploi communale. Rappelons que la ville collabore activement avec de nombreuses structures (PROACTIF, COLABOR, INTERACTION FAUBOURG, et à venir l’ALJ...) et qu’il est à notre avis inutile de créer une structure supplémentaire.

Concernant la **transparence** et la place accordée à l’opposition au sein du conseil communal, nous pouvons nous targuer d’innover en la matière. Non seulement – et ce dès le premier conseil communal – les séances du conseil seront diffusées en live stream via Internet, les rapports des commissions seront publiés, mais encore tous les partis politiques seront re-

---

<sup>1</sup> Cf communiqué de la Ville de Luxembourg du 11 octobre 2011  
[http://www.vdl.lu/M%C3%A9daille+d\\_or+pour+le+Ban+de+Gasperich-p-117742-EGOTEC-38uoettptqth048jqlvbpp5k1h7.html](http://www.vdl.lu/M%C3%A9daille+d_or+pour+le+Ban+de+Gasperich-p-117742-EGOTEC-38uoettptqth048jqlvbpp5k1h7.html)

présentés dans toutes les commissions (si on avait attribué le nombre de membre revenant à chaque parti en fonction du pourcentage obtenu lors des élections, l'ADR et Déi Lénk n'auraient pas été représentés dans toutes les commissions) et l'opposition obtient encore deux présidences de commissions.

Nous tenions encore à prendre position quant au projet **Visupol** et plus précisément quant à la réponse à la question parlementaire de François BAUSCH que le ministre de l'Intérieur a fournie la semaine dernière<sup>2</sup> et qui marque l'idée que le gouvernement CSV-LSAP se fait de la transparence. Le ministre y indique que le coût global du projet Visupol sur 6 années (de 2005 à 2011) aurait été de 2.7 millions d'euros. Pourtant on n'y précise pas les coûts du personnel pour les années 2007 à 2011. 9 personnes, 4 policiers et 5 salariés de la WSA sont affectées au projet. En faisant une évaluation rapide du coût supplémentaire représenté par ce personnel, on arrive facilement à plus du double du prix indiqué par le ministre. Donc 6 millions d'euros pour un projet dont l'efficacité laisse à être prouvée et qui est justifié par le seul « *sentiment de sécurité* » (aux quelques endroits où se situent les caméras, déplaçant l'insécurité et les sentiments qui vont avec vers d'autres quartiers) procuré par la présence des caméras. Caméras, qui rappelons-le ne contribuent nullement à la prévention de délits ou de crimes.

Communiqué par

**déi gréng**  
**Sektioun Stad Lëtzebuerg**

Contact :  
Sam Tanson,  
présidente fraction déi gréng au Conseil communal  
Tel. : +352 621 76 63 52

---

<sup>2</sup>[http://www.chd.lu/wps/PA\\_1\\_084AIVIMRA06I4327110000000/FTSByteServingServletImpl/?path=/export/exped/sexpdata/Mag/156/054/105553.pdf](http://www.chd.lu/wps/PA_1_084AIVIMRA06I4327110000000/FTSByteServingServletImpl/?path=/export/exped/sexpdata/Mag/156/054/105553.pdf)

Délégués déi gréng aux commissions consultatives de la Ville de Luxembourg

Nom de la Commission	Présidence	Membres déi gréng		
<b>commission scolaire (prévue par la loi)</b>	Bourgmestre	<b>Carlo Back</b>	un seul prévu par la loi	
<b>commission consultative pour étrangers</b>		<b>Runa Egilsdottir</b>	un seul prévu par la loi	
commission du développement urbain	déi gréng	<b>Françoise Folmer</b>	<b>Sam Tanson (présidente)</b>	<b>Claude Schmitz</b>
commission de la mobilité urbaine	DP	<b>Sam Tanson</b>	<b>François Benoy</b>	<b>Stéphane Majerus</b>
commission culturelle	déi gréng	<b>Fabiana Bartolozzi (présidente)</b>	<b>Tatjana von Bonkewitz</b>	<b>Runa Egilsdottir</b>
commission de l'environnement et de la politique climatique	DP	<b>François Benoy</b>	<b>Nico Meyrer</b>	<b>Giancarlo Toffoli</b>
commission des sports et des loisirs	déi gréng	<b>Paul Zens</b>	<b>Fabiana Bartolozzi (présidente)</b>	<b>Thomas Schoos</b>
commission du contentieux du règlement et de la sécurité	présidence opposition	<b>Sam Tanson</b>	<b>Giancarlo de Toffoli</b>	<b>Patricia Taziaux</b>
commission des services techniques et de l'énergie	déi gréng	<b>Carlo Back (président)</b>	<b>Françoise Folmer</b>	<b>Björn Lorenzen</b>
commission des finances et du patrimoine	DP	<b>Sam Tanson</b>	<b>Giancarlo de Toffoli</b>	<b>Mike Mathias</b>
commission de l'enfance	déi gréng	<b>Fabiana Bartolozzi</b>	<b>Catherine Bürgy</b>	<b>Carlo Back (président)</b>
commission de la jeunesse	DP	<b>Claudie Reyland</b>	<b>Guillaume Rischard</b>	<b>Philippe Schockweiler</b>
commission sociale	DP	<b>Gilles Rod</b>	<b>Simone Wies</b>	<b>Henri Goedertz</b>
commission des subsides	DP	<b>Cynthia Wagner</b>	<b>August Götzfried</b>	<b>Ana Luisa Texeira</b>
commission à l'égalité hommes/femmes	présidence opposition	<b>Maria Eduarda de Macedo</b>	<b>Gilbert Graf</b>	<b>Martine Bretz</b>